

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS-HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 2083

[C — WIN — 29462]

**4 JUILLET 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française,
portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 166 et 176 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège de la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, tel qu'il a été modifié par les lois du 9 août 1980 et du 16 juin 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer l'entrée en vigueur à bref délai des règles de fonctionnement du Collège,

Arrête

Article 1er. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses Membres, le Collège délibère collégalement, selon la procédure du consensus suivie au Conseil des Ministres, et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Commission communautaire française

Art. 2. § 1er Le Collège délibère de tout projet de décret, de règlement ou d'arrêté

§ 2. Il délibère en outre dans les cas prévues aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat

§ 3. Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des Finances et n'ayant pas recueilli l'accord du membre du Collège chargé du Budget.

§ 4. Tout Membre du Collège peut toujours évoquer une affaire relevant d'une compétence déléguée.

§ 5. Un règlement d'ordre intérieur délibéré en Collège détermine les instructions pratiques relatives aux modalités de transmission des documents au secrétariat du Collège

Art. 3. Le Collège adopte le projet de décret ou de règlement contenant le budget de la Commission communautaire française et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Commission communautaire française

Art. 4. § 1er Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation de compétences aux Membres mentionnés dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la répartition des compétences entre les Membres du Collège de la Commission communautaire française, en ce qui concerne l'exécution des dispositions légales et réglementaires réglant des matières relevant de leurs compétences

§ 2. Le Collège accorde également délégation des compétences à chacun de ses Membres dans le cadre de ses attributions, dans les matières suivantes

a) La tutelle sur les organismes qui sont l'émanation de la Commission communautaire française, à l'exception des actes suivants

1° l'approbation du budget et des comptes

2° les emprunts,

3° l'acquisition ou l'aliénation des biens immobiliers lorsque leur prix dépasse 5 000 000 de francs,

4° le cadre et le statut du personnel

5° les éventuels contrats de gestion avec les organismes concernés ainsi que leurs programmes pluriannuels et annuels d'investissements

b) En ce qui concerne les marchés de travaux, de fournitures et de services

1° le choix du mode de passation et la passation des marchés dont l'estimation ou le montant hors TVA est inférieur à

— 10 000 000 de francs en cas d'adjudication publique et d'appel d'offre général,

— 5 000 000 de francs en cas d'adjudication restreinte et d'appel d'offre restreint,

— 1 250 000 francs en cas de marché de gré à gré

2° l'exécution des marchés conclus dans les limites fixées sub. 1.

c) L'octroi de subventions, à l'exception :

- des subventions inscrites nominativement au budget lorsque celles-ci dépassent 5 000 000 de francs;
- des subventions facultatives de plus de 100 000 francs.

Art. 5. § 1er. A l'exception des procédures devant la Cour d'arbitrage, toutes les actions dans lesquelles la Commission communautaire française intervient en demandant ou en défendant relativement aux matières qui sont de la compétence exclusive d'un Membre du Collège de la Commission communautaire française, sont exercées à la diligence ou à l'intervention de ce Membre du Collège.

Il est délégué à ce Membre le pouvoir d'approuver toutes les dépenses résultant de ces actions, en ce compris celles découlant d'acquiescement, désistement ou transaction y relatifs.

§ 2. Dans les matières qui relèvent des attributions de plusieurs Membres du Collège, les compétences définies au § 1er sont exercées à la diligence ou à l'intervention de l'un d'entre eux, après concertation.

A défaut d'accord, ces compétences sont exercées à la diligence ou à l'intervention du Membre désigné par le Collège.

Art. 6. § 1er. Le Collège décide de toute proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services de la politique de la Commission communautaire française, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement au moyen de subventions à charge du budget de la Commission communautaire française.

§ 2. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses Membres, le Collège décide des nominations ou promotions des agents statutaires de niveau I au sein de l'Administration, ainsi que dans les organismes visés au § 3 ci-après, à l'exception de celles conférées selon les règles de la carrière plane ou du contingentement.

§ 3. Le Collège décide de la constitution et est saisi des rapports d'activités et bilans financiers d'associations ou d'organismes qui sont l'émanation de la Commission communautaire française.

§ 4. Le Collège décide, sur proposition du Membre compétent, de la désignation de ses représentants au sein des institutions dépendant de la Commission communautaire française ou subventionnées par elle.

Art. 7. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses Membres, le Collège est seul qualifié pour émettre, au nom de la Commission communautaire française, un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, régionaux, européens ou internationaux, ainsi que pour leur adresser un rapport.

Art. 8. Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Membres du Collège, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun.

Art. 9. Le Collège délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents et sauf demande de report de tel ou tel point introduite avant la séance par un Membre dont l'absence est justifiée.

Art. 10. Les projets de décret et de règlement ainsi que les arrêtés délibérés en Collège sont signés par le Membre du Collège qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret, de règlement ou d'arrêté. Ils sont contresignés par le Président du Collège qui en assure le suivi et/ou la publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. § 1er. Le contresigné du Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions est toutefois requis chaque fois que son accord s'impose en vertu des dispositions relatives à ses missions de contrôle.

§ 2. L'accord du Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions est requis pour toute subvention facultative de plus de 100 000 francs.

Art. 12. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Les Membres du Collège sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 1995.

H. HASQUIN,

Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française
et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales

Ch. PICQUE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de l'Aide aux Personnes

D. GOSUIN,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme

E. ANDRE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

E. TOMAS,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 - 2083

[Mac - 29462]

4 JULI 1995. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136, 138, 166, en 176 van de Grondwet gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der Instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der Instellingen, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 juni 1995 tot vaststelling van de bevoegdheden van de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 zoals gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de spoedige inwerkingtreding van de regeling betreffende de werking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie te verzekeren,

Besluit :**Artikel 1.** Onverminderd de door hem aan zijn Leden toegekende delegaties beraadslaagt het College collegiaal volgens de in de Ministerraad gevolgde procedure van de consensus en bepaalt het de beleidslijnen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie behoren.**Art. 2. § 1.** Het College beraadslaagt over elk ontwerp van decreet, reglement of besluit.

§ 2. Het beraadslaagt tevens over alle in de §§ 2 en 3 van artikel 83 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der Instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der Instellingen, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale Staatsstructuur, bedoelde gevallen.

§ 3. Het beraadslaagt tevens over elk voorstel waarover de Inspectie van Financiën een ongunstig advies heeft uitgebracht en waarvoor het Lid van het College belast met de Begroting zijn goedkeuring niet heeft verleend;

§ 4. Elk Lid van het College kan op elk ogenblik een aangelegenheid ter sprake brengen, die ressorteert onder een gedelegeerde bevoegdheid;

§ 5. De praktische instructies met betrekking tot de modaliteiten voor het bezorgen van de documenten aan de secretarie van het College worden vastgelegd in een huishoudelijk reglement, waarover in het College wordt beraadslaagd.

Art. 3. Het College keurt het ontwerp van decreet of het ontwerp van reglement goed, houdende de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie en regelt de bestemming van de kredieten ter dekking van de uitgaven van de Franse Gemeenschapscommissie.**Art. 4. § 1.** In afwijking van artikel 1 van dit besluit verleent de Franse Gemeenschapscommissie delegatie van bevoegdheid aan de in het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de bevoegdheden van de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie genoemde leden, wat de uitvoering betreft van de wettelijke en reglementaire beschikkingen tot regeling van de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren.

§ 2. Het College verleent eveneens delegatie van bevoegdheid aan elk van zijn Leden in het raam van hun bevoegdheden, in de hierna volgende aangelegenheden :

a) Het toezicht op de instellingen die emaneren uit de Franse Gemeenschapscommissie, met uitzondering van de volgende handelingen :

1. de goedkeuring van de begroting en de rekeningen;
2. de leningen;
3. de aankoop of de vervreemding van onroerende goederen wanneer de prijs ervan meer dan 5 000 000 frank bedraagt;
4. de personeelsformatie en het statuut van het personeel;
5. de eventuele beheerscontracten met de betrokken instellingen, alsmede de meerjaren- en jaarlijkse plannen m.b.t. investeringen.

b) Wat de opdrachten van werken, leveringen en diensten betreft :

1. de keuze van de wijze van gunning en de gunning van de opdrachten waarvan het geraamde of het werkelijk bedrag excl. B.T.W. minder beloopt dan :

- 10 000 000 frank in geval van openbare aanbesteding en algemene offerteaanvraag;
- 5 000 000 frank in geval van beperkte aanbesteding en beperkte offerteaanvraag;
- 1 250 000 frank in geval van onderhandse opdracht.

2. de uitvoering van de opdrachten gesloten binnen de sub 1 vastgestelde perken.

c) De toekenning van subsidies, met uitzondering van :

- de expliciet in de begroting ingeschreven subsidies, voor zover deze meer bedragen dan 5 000 000 frank;
- de facultatieve subsidies van meer dan 100 000 frank.

Art. 5. § 1. Behoudens de procedures voor het Arbitragehof, worden alle rechtsvorderingen waarin de Franse Gemeenschapscommissie als eisende of als verwerende partij tussenkomt, en die betrekking hebben op aangelegenheden die uitsluitend tot de bevoegdheid van een Lid van de Franse Gemeenschapscommissie behoren, uitgeoefend ten verzoeken van of door toedoen van dit Lid van het College.

Aan dit Lid wordt de macht gedelegeerd om alle uitgaven voortvloeiend uit deze rechtsvorderingen goed te keuren, met inbegrip van deze die voortkomen uit een desbetreffende berusting, afstand of dading.

§ 2. In de aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheden van meerdere Leden van het College worden de in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden uitgeoefend ten verzoeken van of door toedoen van één van deze Leden, na overleg.

Indien geen overeenstemming wordt bereikt worden deze bevoegdheden uitgeoefend ten verzoeken van of door toedoen van het door het College aangewezen Lid.

Art. 6. § 1. Het College beslist over elk voorstel van oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de diensten van het beleid van de Franse Gemeenschapscommissie, met inbegrip van de instellingen die werken uitsluitend dankzij de subsidies ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Onverminderd de delegaties die het aan zijn Leden verleent, beslist het College over de benoemingen of bevorderingen van de vaste personeelsleden van niveau I in de Administratie, alsook in de onder § 3 hierna bedoelde instellingen, met uitzondering van deze toegekend volgens het beginsel van de vlakke loopbaan of van de contingentering.

§ 3. Het College beslist over de oprichting van verenigingen of instellingen die emaneren uit de Franse Gemeenschapscommissie; de activiteitenverslagen en balansen van deze verenigingen en instellingen worden aan het College voorgelegd.

§ 4. Het College beslist, op de voordracht van het bevoegd Lid, over de aanwijzing van zijn vertegenwoordigers binnen de instellingen die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie of die door haar gesubsidieerd worden.

Art. 7. Onverminderd de delegaties die het aan zijn Leden verleent, is het College als enige bevoegd om namens de Franse Gemeenschapscommissie een advies uit te brengen ten behoeve van de federale, gemeenschaps-, gewestelijke, Europese of internationale overheden of instellingen, alsook om een verslag aan hen te richten.

Art. 8. Voor de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van verschillende Leden van het College behoren, moet reeds overleg worden gepleegd op het ogenblik dat de voorstellen worden opgemaakt, teneinde te komen tot een gemeenschappelijke uitwerking.

Art. 9. Het College beraadslaagt geldig over de op de agenda staande onderwerpen wanneer meer dan de helft van de Leden aanwezig is en behoudens indiening door een verontschuldigd Lid, vóór het begin van de zitting, van een verzoek om uitstel van behandeling van een of ander punt van de agenda.

Art. 10. De ontwerpen van decreet en van reglement alsook de besluiten waarover in het College is beraadslaagd, worden ondertekend door het Lid van het College bevoegd voor de aangelegenheid die het voorwerp is van het ontwerp van decreet, reglement of besluit. Ze worden medeondertekend door de Voorzitter van het College. Laatstgenoemde draagt zorg voor de verdere afhandeling en/of de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. § 1. De waarmerking van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort is evenwel vereist telkens zijn goedkeuring noodzakelijk is op grond van de beschikkingen inzake zijn controle-opdrachten.

§ 2. De goedkeuring van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort is vereist voor elke facultatieve subsidie van meer dan 100 000 frank.

Art. 12. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 tot regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College is opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. De Leden van het College zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juli 1995.

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,
de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, alsook met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,
Ch. PICQUE

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme,
D. GOSUIN

Minister, Lid van het College, belast met de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse,
E. ANDRE

Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs,
Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,
E. THOMAS